

Sur le continent européen, le gouvernement britannique va mettre en ligne de combat, d'ici Noël, déclare lord Kitchener, environ trois cent mille hommes. Supposons qu'il aille jusqu'au double. Certes, une partie de ces troupes se composent de soldats d'élite, à qui alliés et ennemis se plaisent à rendre hommage. Mais enfin, qu'est cet effort en comparaison des trois millions de Français, des quatre millions d'Allemands, des cinq à sept millions de Russes, et même des trois cent cinquante mille soldats de la vaillante petite Belgique ?

En droit et en fait, le Canada, colonie britannique, n'avait donc aucune raison directe d'intervenir dans le conflit. Il en avait de très graves de s'abstenir ; et l'avenir se chargera de démontrer, trop durement peut-être, que son intervention militaire, peu efficace pour les nations en guerre, aura des conséquences désastreuses pour lui.

* * *

Ces réserves faites, ces faits posés comme jalons de la route qu'il faudra nécessairement parcourir à nouveau, lorsque viendra la période du rajustement national, je me hâte d'envisager un aspect plus large de la question, sur lequel il me semble que tous les Canadiens doivent pouvoir s'entendre.

Indépendamment de ses "obligations" coloniales, nulles en fonction de l'histoire, de la constitution et des faits, le Canada, comme nation, embryonnaire si l'on veut, comme communauté humaine, peut-il rester indifférent au conflit européen ?

A cette deuxième question, comme à la première, je réponds sans hésiter : Non.

Le Canada, nation anglo-française, liée à l'Angleterre et à la France par mille attaches ethniques, sociales, intellectuelles, économiques, a un intérêt vital au maintien de la France et de l'Angleterre, de leur prestige, de leur puissance, de leur action mondiale.

C'est donc son devoir national de contribuer, dans la mesure de ses forces et par les moyens d'action qui lui sont propres, au triomphe et surtout à l'*endurance* des efforts combinés de la France et de l'Angleterre.

Mais pour rendre cette contribution efficace, le Canada doit commencer par envisager résolument sa situation réelle, se rendre un compte exact de ce qu'il peut faire ou ne pas